

Dr Lassana Touré

Janvier 2026

PROLAC-GFP : contribuer à la formation de l'intégrité pub- lique au Mali

Résultats et enseignements de l'approche PROLAC-GFP sur les connaissances, attitudes et pratiques.

Imprint

Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung
Faso Kanu
BP. 428 Bamako - Mali
Tel. +223 44 90 60 30 - 44 90 60 29
E-Mail: info@fes-mali.org
Site web : [↗ www.mali.fes.de](http://www.mali.fes.de)

Département d'édition

Département Afrique

Responsables

Svenja BODE, Représentante Résidente
Gaoussou DAGNOKO, Coordinateur de Projet

Contact

Svenja BODE
Svenja.Bode@fes.de

Design/Layout

Abdoul Malick ALMAIMOUNE

Conception de la première page

Abdoul Malick ALMAIMOUNE

Impression et production

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des médias publiés par la FES n'est pas autorisée sans le consentement écrit de la FES. Les publications de la FES ne peuvent pas être utilisées à des fins de campagne électorale.

Janvier 2026

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Mali, 2026

ISBN 978-99952-75-54-9

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici : [↗ www.fes.de/publikationen](http://www.fes.de/publikationen)

Dr Lassana Touré
Janvier 2026

PROLAC-GFP : contribuer à la formation de l'intégrité publique au Mali

*Résultats et enseignements de l'approche PROLAC-GFP
sur les connaissances, attitudes et pratiques.*

Sommaire

Liste des figures	3
Liste des abréviations	3
Liste des tableaux	4
Résumé exécutif	5
1. Contexte et justification	6
2. Méthodologie	7
3. Profil socioéconomique des participants	10
4. Résultats : enseignements de l'approche intégrée de formation et de gouver- ance participative	12
5. Analyse et implications	24
6. Recommandations	25
7. Conclusion	26
Références	27

Liste des figures

Les chiffres contenus dans les figures sont exprimés en pourcentage.

Fig. 1 Répartition selon le genre des bénéficiaires	10
Fig. 2 Répartition selon le niveau d'instruction des bénéficiaires	10
Fig. 3 Répartition selon l'âge des bénéficiaires	10
Fig. 4 Répartition selon le lieu de formation des bénéficiaires	10
Fig. 5 Répartition selon le revenu mensuel moyen des bénéficiaires	11
Fig. 6 Évolution des connaissances	12
Fig. 7 Évolution des attitudes	13
Fig. 8 Évolution des pratiques professionnelles et citoyennes	14

Liste des abréviations

CERM	Centre d'Études et de Réflexion au Mali
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la Corruption
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
FSEG	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
KAP	Knowledge (Connaissances), A : Attitudes (Attitudes), P : Practices (Pratiques)
PIB	Produit Intérieur Brut
PROLAC-GFP	Projet de Lutte contre la Corruption et pour la Bonne Gestion des Finances Publiques
USSGB	Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Liste des tableaux

Les chiffres contenus dans les tableaux sont exprimés en pourcentage.

Tab. 1	Signification des variables d'analyse	8
Tab. 2	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires	15
Tab. 3	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le genre chez les femmes	16
Tab. 4	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le genre chez les hommes	17
Tab. 5	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon l'âge chez les jeunes (moins de 25 ans)	18
Tab. 6	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon l'âge chez les adultes (plus de 25 ans)	19
Tab. 7	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le revenu mensuel moyen chez les revenus faibles (moins de 50 000 F)	20
Tab. 8	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le revenu mensuel moyen chez les revenus élevés (plus de 50 000 F)	21
Tab. 9	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le lieu de suivi de la formation (Bamako comme lieu de formation)	22
Tab. 10	Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le lieu de suivi de la formation (Ségou comme lieu de formation)	23

Résumé exécutif

La corruption et la mauvaise gouvernance financière freinent durablement le développement du Mali et fragilisent la confiance des citoyens envers les institutions publiques. Face à ce défi, l'approche PROLAC-GFP (Projet de Lutte contre la Corruption et pour la Bonne Gestion des Finances Publiques) constitue un modèle intégré de formation et de gouvernance participative visant à renforcer la transparence budgétaire et l'intégrité publique.

Mise en œuvre par la Friedrich-Ebert-Stiftung et le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM), et financée par l'Union européenne, cette approche combine trois leviers : la formation technique, la sensibilisation éthique et l'action citoyenne. Elle articule apprentissage théorique et pratique (séminaires, ateliers, simulations, jeux de rôle, études de cas) afin de transformer les connaissances en comportements concrets. Son ambition dépasse la simple transmission de savoirs : il s'agit d'un processus de transformation comportementale et institutionnelle favorisant l'émergence d'une culture d'intégrité partagée.

L'évaluation de cette approche auprès de 204 participants met en évidence des effets mesurables sur les connaissances, attitudes et pratiques (KAP) en matière de gestion publique. Les résultats montrent :

→ Une progression moyenne de +70 points sur la maîtrise des outils budgétaires ;

- 95 % des bénéficiaires maîtrisent désormais les étapes du calendrier budgétaire (contre 17 % avant la formation) ;
- 95 % identifient correctement les mécanismes nationaux et internationaux de lutte contre la corruption (contre 29 % avant) ;
- 89 % se disent prêts à signaler un acte suspect de corruption (contre 29 % avant) ;
- 97 % déclarent refuser cadeaux et favoritisme ;
- 81 % déclarent leurs conflits d'intérêts (contre 38 % avant) ;
- 59 % participent désormais à des activités de suivi citoyen (contre 17 % avant).

Ces résultats confirment que l'approche PROLAC-GFP, en associant savoirs techniques, apprentissage éthique et mobilisation citoyenne, constitue un modèle reproductible de renforcement de l'intégrité publique. Sa pertinence réside dans sa capacité à transformer durablement les comportements et à favoriser un changement systémique, au-delà des bénéficiaires directs. Le modèle PROLAC-GFP offre ainsi un levier stratégique de gouvernance participative pour la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption, transférable à d'autres contextes africains confrontés aux mêmes enjeux.

Recommandations clés

Box 1



Institutionnaliser la formation dans les écoles d'administration et universités



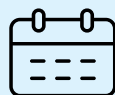
Créer des clubs citoyens et plateformes numériques de suivi budgétaire et de signalement



Renforcer la pédagogie active : simulations, jeux de rôle, études de cas réels



Étendre le programme aux décideurs politiques et gestionnaires publics



Assurer un suivi longitudinal (6-24 mois) pour mesurer la durabilité des effets

1.

Contexte et justification

La corruption systémique et la mauvaise gestion des finances publiques constituent aujourd'hui l'un des défis les plus pressants des sociétés contemporaines. L'Organisation des Nations Unies (ONU) estime que plus de 5 % du PIB mondial est perdu chaque année à cause de pratiques corrompues, tandis que la Banque mondiale (2023) souligne qu'en Afrique subsaharienne, la corruption détourne des ressources qui pourraient financer l'éducation, la santé et les infrastructures de base. Ce phénomène ne se limite pas à un manque de probité individuelle ; il résulte d'un enchevêtrement de facteurs structurels, institutionnels et culturels qui affaiblissent les mécanismes de redevabilité et d'efficacité de l'action publique.

Au Mali, la problématique est particulièrement aiguë. Les rapports successifs de Transparency International classent le pays à un rang défavorable sur l'indice de perception de la corruption. L'indice de perception de la corruption de Transparency International plaçait le pays au 137^e rang sur 180 en 2022, illustrant l'ampleur du défi. Les pertes de recettes fiscales, la fragilité des mécanismes de contrôle et le déficit budgétaire chronique traduisent une gouvernance financière perfectible. Le déficit budgétaire s'est accru pour atteindre 5 % du PIB, soulignant l'importance d'une gestion rigoureuse et transparente des fonds publics.

Les grands domaines de l'anticorruption sont la lutte contre la corruption dans les principes d'état de droit, de bonne gestion des affaires publiques et des biens publics (les finances publiques), d'intégrité, de transparence et de responsabilité. Les formations constituent une des actions engagées à mener dans le cadre de la lutte contre la corruption dans la gestion des finances publiques. L'évaluation d'impact de programmes de développement de lutte contre la corruption pourrait rendre plus efficace les actions menées, notamment les formations.

Dans un tel contexte, renforcer les compétences techniques et éthiques (par des formations et des sensibilisations notamment) des acteurs clés : futurs fonctionnaires, étudiants, leaders associatifs apparaît comme un levier central pour promouvoir la transparence et l'intégrité. Si de nombreux programmes de formation de lutte contre la corruption existent, rares sont ceux qui font l'objet d'une évaluation rigoureuse de leur impact sur les connaissances, attitudes et pratiques (KAP) des bénéficiaires. Or, la littérature internationale montre qu'une formation isolée et purement théorique a peu de chances de modifier durablement les comportements.

La mise en place d'un dispositif intégré, articulant acquisition de savoirs, changement de normes et outils pour l'action citoyenne, constitue une innovation qu'il convient d'analyser.

La Friedrich-Ebert-Stiftung, en collaboration avec le Centre d'Études et de Réflexion au Mali (CERM), a lancé le 16 mars 2023 le Projet de Lutte contre la Corruption et pour la Bonne Gestion des Finances Publiques (PROLAC-GFP). Ce projet, soutenu par l'Union européenne, s'étend sur 36 mois et se déroule principalement à Bamako et à Ségou. Il vise à enrichir et améliorer les mécanismes de gestion participative et vertueuse des finances publiques, tout en sensibilisant et en formant des publics stratégiques (étudiants, élèves-fonctionnaires, membres de la société civile). Les activités du projet comprennent la création d'un module de formation pluridisciplinaire, l'organisation de séminaires et universités d'été, la production d'un manuel de référence, ainsi que des campagnes de sensibilisation (conférences, débats, podcasts, capsules vidéo, etc.). PROLAC-GFP est donc un dispositif intégré qui combine apprentissage, plaidoyer et diffusion de bonnes pratiques, ne nous servira d'étude de cas dans ce papier.

2. Méthodologie

Cadre théorique

Le modèle classique des finances publiques (Musgrave, 1959) insiste sur l'équilibre budgétaire et l'efficacité des ressources. Par ailleurs, la corruption est expliquée par la théorie du principal-agent comme le produit d'asymétries d'information et d'un contrôle défaillant entre citoyens et agents publics. Les travaux de Shleifer et Vishny (1993) et Jacquemet (2006) ont enrichi ce modèle en montrant l'imbrication d'un contrat de délégation avec l'État et d'un « pacte de corruption » avec le corrupteur, intégrant ainsi incitations passives et actives. Cette perspective souligne la persistance de la corruption malgré des normes si les mécanismes de transparence restent faibles. L'approche « big bang » combine réformes structurelles et renforcement individuel. La théorie des contrats et des coûts de transaction met en évidence comment l'offre et la demande de contrats publics créent des opportunités de pots-de-vin et de favoritisme ; la lutte contre la corruption passe par la réduction des coûts liés à la transparence et au contrôle. Le triangle de la fraude Cressey identifie motivations, opportunités et rationalisations, permettant de cibler les domaines à risque. Les théories statiques et dynamiques de la corruption expliquent respectivement les incitations et les normes informelles ; une approche intégrée de formation et de gouvernance participative agit sur ces deux plans. Enfin, l'apport de Dubar (1989) sur la socialisation professionnelle éclaire la formation comme vecteur de nouvelles normes éthiques. En diffusant une culture d'intégrité, une approche intégrée de lutte contre la corruption vise à inverser le cercle vicieux de la corruption et ses effets destructeurs sur la gouvernance et le développement.

Design de l'étude, population cible et échantillonnage

L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'impact de la formation PROLAC-GFP sur les connaissances, attitudes et pratiques des bénéficiaires. Plus spécifiquement, il s'agit : d'évaluer l'acquisition de connaissances techniques en gestion budgétaire ; de mesurer l'évolution des attitudes vis-à-vis de la corruption ; d'analyser les changements de pratiques professionnelles et citoyennes post-formation. Trois hypothèses sont posées : H1 – la formation accroît significativement les connaissances techniques ; H2 – elle améliore les attitudes et l'intolérance à la corruption ; H3 – elle conduit à des changements de pratiques concrètes qui s'alignent davantage avec les principes de transparence.

Cette recherche adopte une approche quantitative, afin de mesurer les changements en termes de connaissances, attitudes et pratiques des participants à la formation PROLAC-GFP (Creswell & Plano Clark, 2017). L'outil principal de collecte de données a été un questionnaire auto-administré, construit sur des échelles de Likert à 5 points.

La population d'étude est constituée des bénéficiaires directs du projet PROLAC-GFP lancé en 2023 pour une durée de trois ans, à savoir : étudiants inscrits dans des universités publiques et privées du Mali (GC1), élèves-fonctionnaires en formation dans les écoles d'administration et de gestion publique (GC2), membres de la société civile actifs dans la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption (GC3). Cette diversité d'acteurs reflète la volonté du projet de toucher des groupes stratégiques pour l'ancrage de pratiques vertueuses de gestion publique.

Compte tenu de la taille totale des bénéficiaires estimée à 1 500 personnes, un échantillonnage raisonné et stratifié a été retenu. Cette méthode est particulièrement pertinente dans le cadre d'une évaluation de programme où les participants sont prédéfinis par le dispositif du projet (Etikan, Musa, & Alkassim, 2016).

- Échantillonnage stratifié : afin d'assurer la représentativité des différents groupes cibles, l'échantillon a été réparti proportionnellement entre étudiants, élèves-fonctionnaires et membres de la société civile.
- Échantillonnage raisonné : les participants ont été sélectionnés parmi ceux ayant effectivement pris part aux séminaires et activités du PROLAC-GFP, garantissant ainsi la pertinence des données collectées.

Au total, 204 répondants ont été retenus pour l'enquête quantitative. Même si ce nombre est inférieur à l'échantillon initialement prévu (300), il reste suffisant pour fournir des analyses statistiques fiables et représentatives des différentes strates de la population cible, conformément aux normes de recherche en sciences sociales (Hair et al., 2014).

Variables mesurées

- Variables indépendantes : exposition aux modules de formation (gestion budgétaire, mécanismes de lutte contre la corruption).
- Variables dépendantes :

→ Connaissances techniques (maîtrise de la loi de finances, outils de gestion participative).

→ Pratiques professionnelles (utilisation des acquis dans les tâches quotidiennes).

→ Attitudes face à la corruption (tolérance zéro, volonté de dénonciation).

Tab. 1

Signification des variables d'analyse

Variables	Significations
Catégories de la loi de finances	Saviez-vous distinguer les catégories de la loi de finances ?
Étapes du calendrier budgétaire	Saviez-vous expliquer les étapes du calendrier budgétaire ?
Exécution de la dépense publique	Saviez-vous citer les principales étapes d'exécution de la dépense publique ?
Types de contrôles financiers	Saviez-vous citer les types de contrôles dans la gestion des finances publiques ?
Consultation des documents budgétaires	Consultiez-vous des documents budgétaires (budget citoyen, PAP, rapports) ?
Utilisation des données budgétaires	Utilisiez-vous des données budgétaires pour vos activités ?
Identification d'un acte de corruption	Saviez-vous identifier un acte de corruption selon la loi ?
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	Connaissiez-vous les formes de corruption (CNUCC et code pénal malien) ?
Lien entre gestion budgétaire et corruption	Saviez-vous expliquer le lien entre gestion des finances publiques et corruption ?
Causes principales de la corruption	Connaissiez-vous les causes principales de la corruption au Mali ?
Impacts de la corruption sur le développement	Connaissiez-vous les inconvénients de la corruption sur le développement ?
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	Connaissiez-vous les mécanismes nationaux et internationaux de lutte contre la corruption ?
Refus des cadeaux/favoritisme	Refusiez-vous toute demande contraire aux règles (cadeaux, favoritisme) ?
Signalement des cas de corruption	Signaliez-vous un cas ou soupçon de corruption à une autorité compétente ?
Déclaration des conflits d'intérêt	Déclariez-vous vos conflits d'intérêts potentiels ?
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	Participiez-vous à des activités de suivi citoyen ou de contrôle budgétaire ?

Source : Construction des auteurs

Techniques d'analyse

L'étude adopte un design quasi-expérimental pré/post formation. Il s'agit de comparer la situation avant et après formation, en comparant par des tests statistiques s'il y a des différences significatives. Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de tests statistiques permettant de comparer les groupes et d'identifier les facteurs explicatifs des

changements observés (Field, 2018). Les tests statistiques effectuent des tests sur l'égalité des proportions en utilisant des statistiques d'échantillon de grande taille. Le test peut être réalisé soit pour comparer un échantillon à une valeur hypothétique de population, soit pour vérifier l'absence de différence entre des proportions de population estimées à partir de deux échantillons.

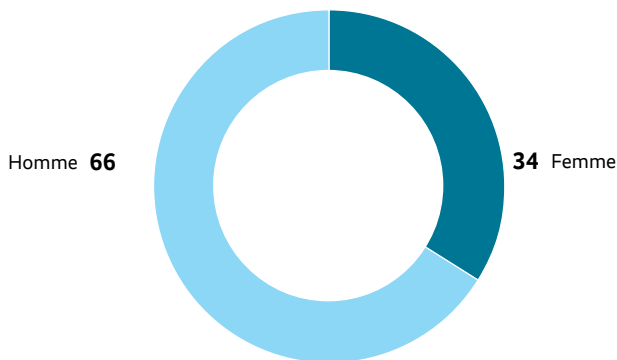
3. Profil socioéconomique des participants

L'enquête a porté sur 204 participants au programme PRO-LAC-GFP. La majorité sont des hommes (66,2 %) contre 33,8 % de femmes. Près de sept répondants sur dix (67,5 %) ont moins de 25 ans, confirmant la jeunesse du public cible. Le niveau d'instruction est globalement élevé : plus des deux tiers (67,3 %) détiennent au moins un diplôme de

niveau licence, tandis que 22,1 % possèdent le baccalauréat ou un diplôme équivalent et 10,6 % un niveau master. Les revenus mensuels sont modestes : 73,1 % déclarent moins de 50 000 F CFA. La formation s'est déroulée majoritairement à Bamako (64,7 %) et, dans une moindre mesure, à Ségou (35,3 %).

Répartition selon le genre des bénéficiaires

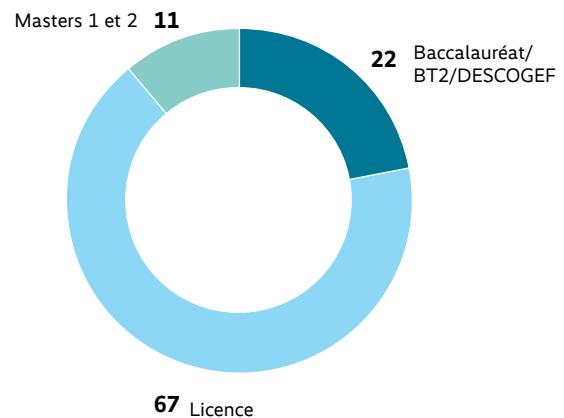
Fig. 1



Source : Enquête auprès des participants de la formation PRO-LAC-GFP, 2025

Répartition selon le niveau d'instruction des bénéficiaires

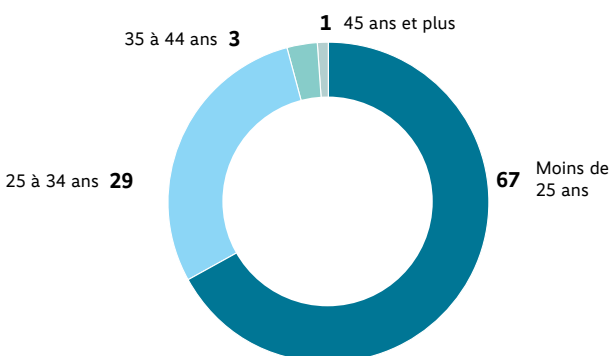
Fig. 2



Source : Enquête auprès des participants de la formation PRO-LAC-GFP, 2025

Répartition selon l'âge des bénéficiaires

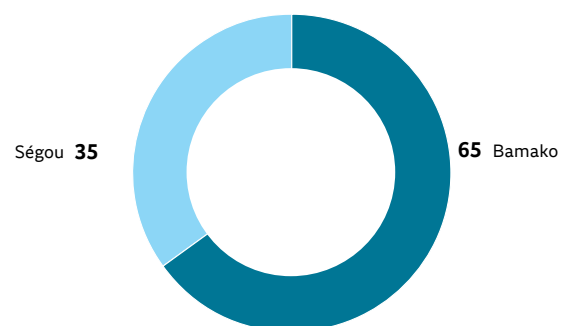
Fig. 3



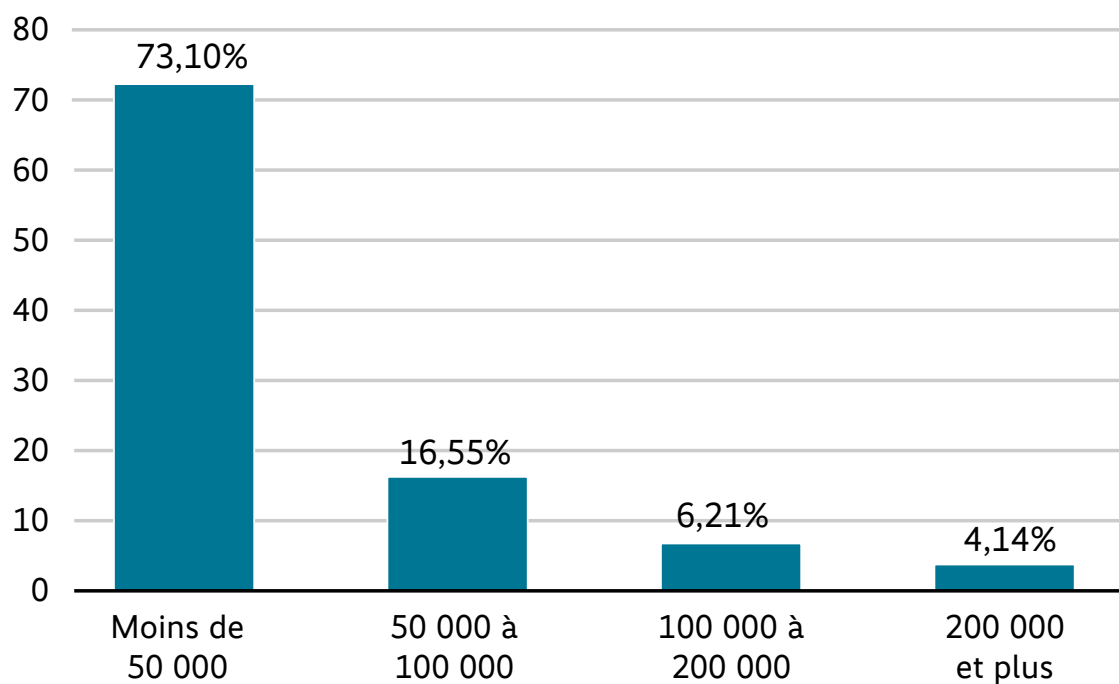
Source : Enquête auprès des participants de la formation PRO-LAC-GFP, 2025

Répartition selon le lieu de formation des bénéficiaires

Fig. 4



Source : Enquête auprès des participants de la formation PRO-LAC-GFP, 2025



Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

4. Résultats : enseignements de l'approche intégrée de formation et de gouvernance participative

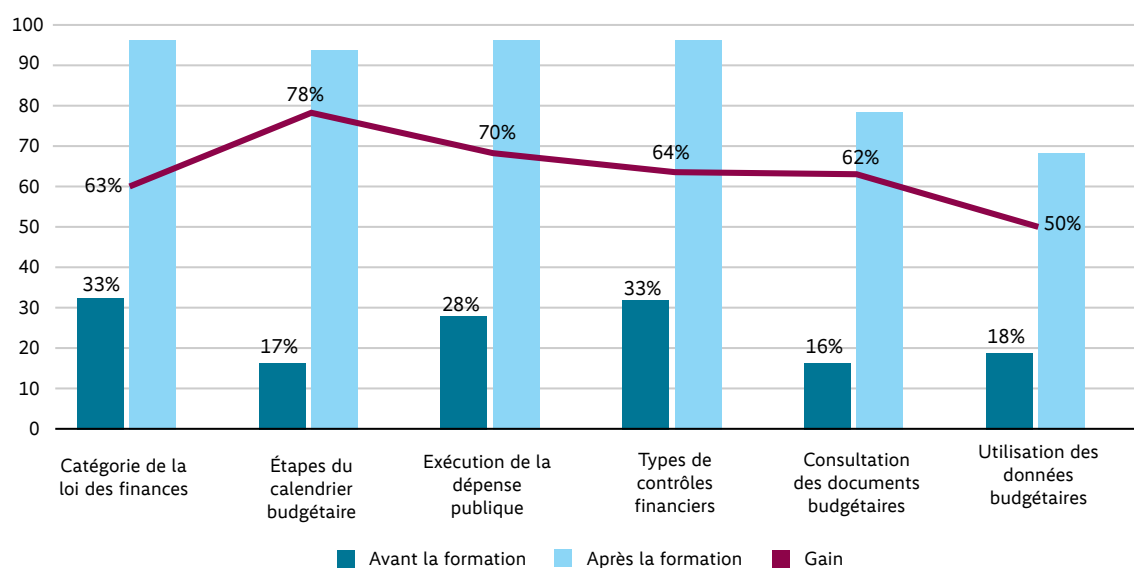
Connaissances techniques en gestion des finances publiques

Avant l'intervention, les connaissances techniques des participants en matière de gestion budgétaire étaient limitées et fragmentaires. Les scores aux questions se situaient entre 17 % et 33 %, ce qui traduit un déficit marqué sur les fondamentaux tels que les catégories de la loi de finances,

le calendrier budgétaire, les règles d'exécution et les mécanismes de contrôle. Les entretiens qualitatifs confirment que les étudiants et élèves-fonctionnaires avaient, pour la plupart, reçu une formation antérieure très théorique, souvent obsolète et morcelée, sans réelle mise en pratique ni actualisation des normes. Cette lacune de départ justifie pleinement l'organisation d'un module structuré et intensif comme PROLAC-GFP.

Évolution des connaissances

Fig. 6



Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

À l'issue de la formation, les résultats changent d'échelle : plus de 70 % des répondants maîtrisent désormais chacun des six items évalués, ce qui correspond à des gains compris entre 20 et 78 points de pourcentage. Par exemple, sur la question relative aux catégories de la loi de finances, 97 % des participants donnent la bonne réponse contre seulement 33 % avant formation ; concernant les étapes de l'exécution budgétaire, le taux correct passe de 29 % à 92 %. Les progrès sont statistiquement significatifs ($p < 0,001$). On observe également, par rapport au calendrier budgétaire, une progression spectaculaire de 17,4 % à 95,1

% (+77,7 points), illustrant la capacité des participants à restituer la séquence complète des étapes et des délais légaux. Cette amélioration témoigne d'un véritable saut qualitatif, non seulement en termes de mémorisation, mais aussi de compréhension conceptuelle des règles budgétaires et de leur articulation avec les mécanismes de contrôle.

De manière plus générale, l'analyse pré/post met en évidence un changement de posture intellectuelle : les participants ne se contentent plus de répéter des définitions, mais

Témoignage d'un bénéficiaire de la formation PROLAC-GFP

Box 2

“Cette formation m'a permis d'améliorer mes connaissances en gestion des finances publiques, de comprendre les bonnes pratiques budgétaires et les mécanismes de contrôles pour éviter les irrégularités. Elle m'a aussi sensibilisé sur l'importance de la transparence, de l'éthique et de l'intégrité dans la gestion des fonds publics.”

savent appliquer les concepts à des cas concrets. La formation a ainsi permis d'élever le niveau de culture budgétaire et de familiariser les bénéficiaires avec des outils jusque-là méconnus (plans de trésorerie, rapports d'exécution, audits internes). Ces acquis constituent le socle sur lequel peuvent se construire des comportements intègres et un suivi citoyen effectif.

Attitudes face à la corruption

Avant la formation, les attitudes des participants vis-à-vis de la corruption étaient ambivalentes et empreintes d'un certain fatalisme. La majorité condamnait la corruption sur le plan moral mais se montrait tolérante à l'égard de « petits cadeaux » ou de pratiques de favoritisme perçues comme inévitables. Les pourcentages d'identification correcte des actes de corruption et de connaissance des mé-

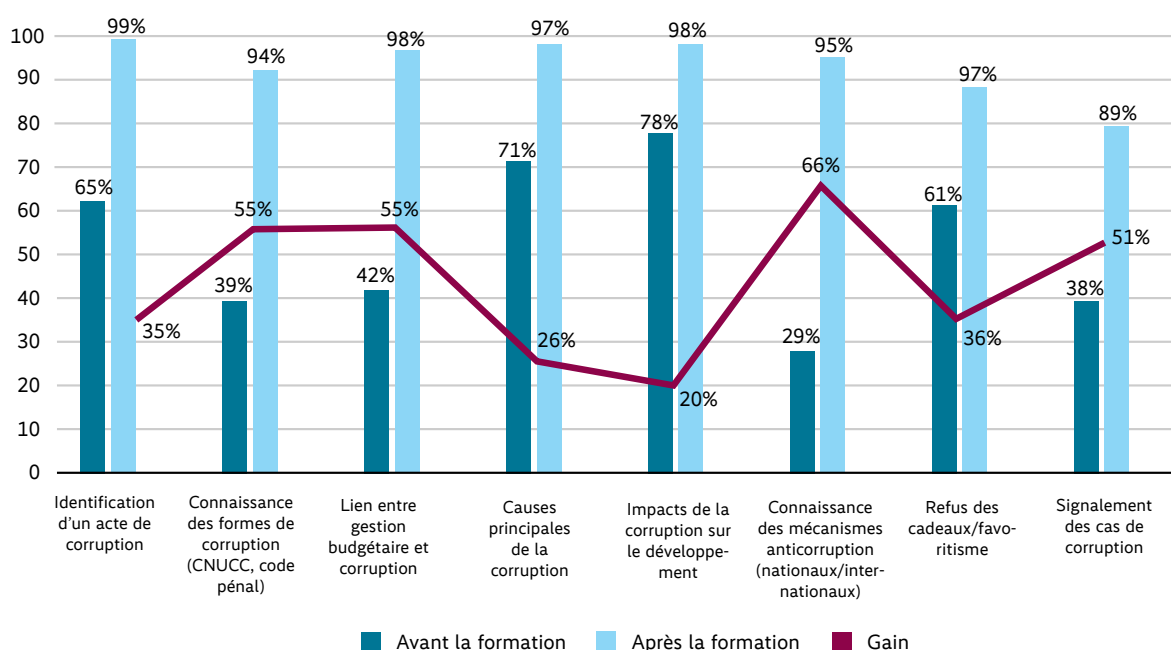
canismes anti-corruption se situaient en moyenne entre 30 % et 70 %. Les entretiens révèlent des expressions telles que « tout le monde le fait » ou « on ne peut rien changer », traduisant un sentiment d'impuissance collective.

Après la formation, le contraste est frappant. Plus de 90 % des participants connaissent désormais les formes et les causes de la corruption et déclarent être prêts à refuser avantages et cadeaux. La connaissance des mécanismes anti-corruption dépasse 90 % contre 39 % avant formation, et la volonté de dénoncer un acte corruptif augmente de plus de 50 points. Les entretiens illustrent cette transformation : les participants emploient un vocabulaire plus affirmé (« intolérance zéro », « respect strict des règles »), et citent des exemples d'application immédiate dans leur milieu professionnel.

Les attitudes de tolérance zéro se renforcent nettement. Le refus de toute demande contraire aux règles (cadeaux, favoritisme) passe de 61,4 % à 97,1 % (+35,7 points). La déclaration proactive des conflits d'intérêts progresse de 37,9 % à 81,0 % (+43,1 points), et la proportion de participants prêts à signaler un soupçon de corruption bondit de 38,4 % à 89,4 % (+51,0 points). Le signalement de cas de corruption augmente aussi de manière notable, traduisant une plus grande confiance dans les mécanismes de dénonciation et une perception accrue de leur utilité. Ces données montrent que la formation n'a pas seulement amélioré la connaissance cognitive des normes mais a aussi favorisé une internalisation éthique et une disposition active à agir, conditions indispensables à la transformation durable des pratiques.

Évolution des attitudes

Fig. 7



Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

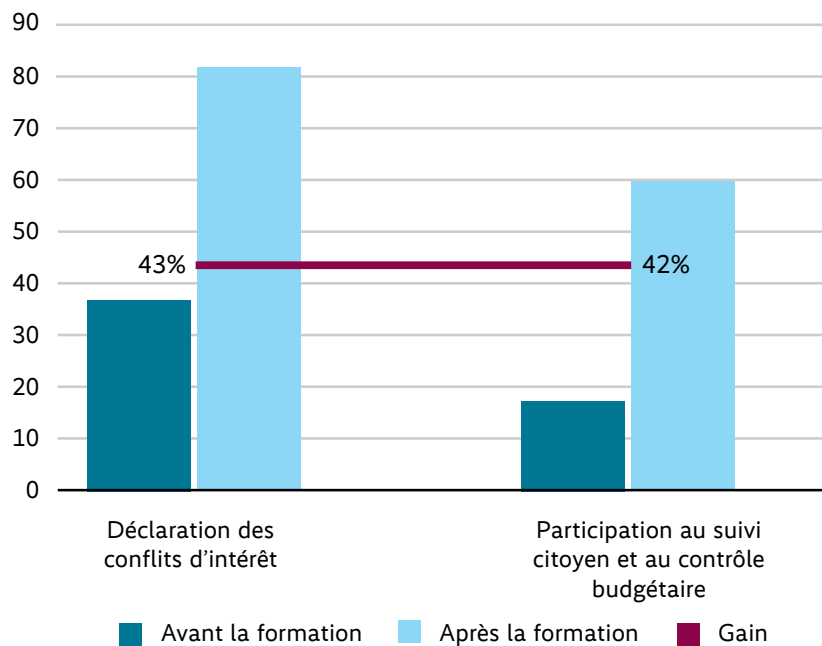
Pratiques professionnelles et citoyennes

Avant la formation, l'engagement concret des participants restait faible : seuls 17 % déclaraient participer à des activités de suivi budgétaire ou de contrôle citoyen, et le signale-

ment effectif de cas de corruption était quasi inexistant (moins de 10 %). Même lorsque les principes étaient connus, leur application dans le milieu professionnel demeurait marginale, faute d'outils, de soutien institutionnel ou de confiance dans l'efficacité des démarches.

Fig. 8

Évolution des pratiques professionnelles et citoyennes



Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Après la formation, on observe un basculement du savoir et de l'attitude vers l'action, c'est-à-dire l'application concrète des acquis dans le milieu professionnel, signe d'une intégration effective des compétences dans les pratiques quotidiennes. Ainsi, 59 % des participants déclarent désormais participer à des activités de suivi budgétaire citoyen. La déclaration proactive des conflits d'intérêts progresse de 37,9 % à 81,0 % (+43,1 points). Ces évolutions indiquent que

la formation a contribué à lever des freins psychologiques (peur, résignation) et organisationnels (méconnaissance des procédures, absence de réseau) qui limitaient l'action. Les résultats suggèrent enfin que l'émergence de clubs de suivi budgétaire et de plateformes de dénonciation favorise l'entraide et crée des dynamiques collectives renforçant l'impact individuel.

Tableaux détaillés des résultats

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires

Tab. 2

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,331	0,966	0,635	-11,921	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,174	0,951	0,777	-13,802	0,000
Exécution de la dépense publique	0,277	0,973	0,695	-12,869	0,000
Types de contrôles financiers	0,333	0,978	0,645	-12,251	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,156	0,779	0,623	-10,658	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,182	0,680	0,498	-8,437	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,645	0,994	0,349	-8,178	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,392	0,942	0,550	-10,372	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,424	0,978	0,554	-10,969	0,000
Causes principales de la corruption	0,708	0,970	0,262	-6,357	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,785	0,982	0,197	-5,504	0,000
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/ internationaux)	0,286	0,946	0,660	-12,092	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,614	0,971	0,357	-7,941	0,000
Signalement des cas de corruption	0,384	0,894	0,510	-9,410	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,379	0,810	0,431	-7,482	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,167	0,590	0,423	-7,492	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le genre chez les femmes

Tab. 3

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,410	0,947	0,537	-5,816	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,270	0,917	0,646	-6,577	0,000
Exécution de la dépense publique	0,314	0,952	0,637	-6,726	0,000
Types de contrôles financiers	0,382	0,951	0,568	-6,113	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,184	0,650	0,466	-4,502	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,222	0,525	0,303	-2,914	0,004
Identification d'un acte de corruption	0,791	1,000	0,209	-3,499	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,410	0,946	0,536	-5,766	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,583	0,966	0,382	-4,680	0,000
Causes principales de la corruption	0,786	0,961	0,175	-2,602	0,009
Impacts de la corruption sur le développement	0,854	0,982	0,128	-2,389	0,017
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,303	0,935	0,632	-6,507	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,643	0,964	0,321	-4,117	0,000
Signalement des cas de corruption	0,405	0,881	0,476	-4,943	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,313	0,828	0,515	-4,887	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,175	0,491	0,316	-3,192	0,001

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le genre chez les hommes

Tab. 4

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,298	0,974	0,676	-10,375	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,131	0,967	0,836	-12,155	0,000
Exécution de la dépense publique	0,262	0,983	0,721	-10,929	0,000
Types de contrôles financiers	0,313	0,992	0,679	-10,588	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,143	0,842	0,699	-9,882	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,165	0,757	0,592	-8,275	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,582	0,991	0,409	-7,400	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,385	0,939	0,555	-8,578	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,360	0,983	0,624	-9,907	0,000
Causes principales de la corruption	0,670	0,974	0,303	-5,890	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,757	0,981	0,224	-4,873	0,000
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,279	0,950	0,671	-10,135	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,600	0,974	0,374	-6,769	0,000
Signalement des cas de corruption	0,375	0,899	0,524	-7,968	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,405	0,800	0,395	-5,714	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,165	0,639	0,474	-6,866	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon l'âge chez les jeunes (moins de 25 ans)

Tab. 5

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,341	0,974	0,633	-9,735	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,179	0,942	0,763	-10,964	0,000
Exécution de la dépense publique	0,293	0,968	0,674	-10,198	0,000
Types de contrôles financiers	0,351	0,968	0,616	-9,535	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,188	0,756	0,569	-7,880	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,192	0,629	0,437	-5,995	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,670	0,991	0,321	-6,251	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,435	0,938	0,502	-7,782	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,470	0,975	0,505	-8,323	0,000
Causes principales de la corruption	0,758	0,972	0,214	-4,537	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,793	0,982	0,188	-4,368	0,000
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,295	0,951	0,656	-9,863	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,625	0,973	0,348	-6,333	0,000
Signalement des cas de corruption	0,400	0,892	0,492	-7,399	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,395	0,796	0,402	-5,625	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,153	0,526	0,373	-5,406	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon l'âge chez les adultes (plus de 25 ans)

Tab. 6

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,313	0,948	0,636	-6,880	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,163	0,967	0,804	-8,390	0,000
Exécution de la dépense publique	0,250	0,983	0,733	-7,826	0,000
Types de contrôles financiers	0,302	1,000	0,698	-7,685	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,095	0,823	0,727	-7,291	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,163	0,780	0,617	-6,158	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,596	1,000	0,404	-5,310	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,311	0,950	0,639	-6,924	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,333	0,984	0,650	-7,211	0,000
Causes principales de la corruption	0,609	0,965	0,356	-4,544	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,769	0,981	0,212	-3,330	0,001
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,268	0,934	0,666	-6,997	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,591	0,967	0,376	-4,804	0,000
Signalement des cas de corruption	0,356	0,898	0,543	-5,803	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,350	0,836	0,486	-4,988	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,191	0,703	0,512	-5,329	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le revenu mensuel moyen chez les revenus faibles (moins de 50 000 F)

Tab. 7

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,343	0,967	0,625	-8,573	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,179	0,946	0,767	-9,889	0,000
Exécution de la dépense publique	0,266	1,000	0,734	-9,991	0,000
Types de contrôles financiers	0,355	0,980	0,625	-8,750	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,121	0,760	0,639	-7,995	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,164	0,685	0,521	-6,498	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,610	1,000	0,390	-6,275	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,412	0,921	0,510	-6,908	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,455	0,979	0,524	-7,670	0,000
Causes principales de la corruption	0,750	0,965	0,215	-3,938	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,836	0,976	0,141	-3,106	0,002
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,254	0,959	0,705	-9,347	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,614	0,978	0,363	-5,921	0,000
Signalement des cas de corruption	0,424	0,947	0,523	-7,340	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,377	0,839	0,462	-5,898	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,147	0,579	0,432	-5,553	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le revenu mensuel moyen chez les revenus élevés (plus de 50 000 F)

Tab. 8

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,317	0,963	0,646	-8,285	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,167	0,955	0,788	-9,630	0,000
Exécution de la dépense publique	0,291	0,943	0,652	-8,180	0,000
Types de contrôles financiers	0,309	0,977	0,668	-8,578	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,196	0,800	0,604	-7,065	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,204	0,675	0,471	-5,389	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,688	0,988	0,301	-5,192	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,371	0,964	0,593	-7,787	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,390	0,976	0,587	-7,855	0,000
Causes principales de la corruption	0,662	0,975	0,313	-5,051	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,732	0,987	0,255	-4,586	0,000
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,321	0,931	0,610	-7,710	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,613	0,963	0,350	-5,301	0,000
Signalement des cas de corruption	0,339	0,835	0,496	-6,073	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,382	0,778	0,396	-4,663	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,188	0,602	0,415	-5,051	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le lieu de suivi
de la formation (Bamako comme lieu de formation)

Tab. 9

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,407	0,953	0,546	-8,275	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,197	0,929	0,732	-10,246	0,000
Exécution de la dépense publique	0,355	0,965	0,610	-9,179	0,000
Types de contrôles financiers	0,392	0,973	0,582	-8,903	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,143	0,722	0,579	-7,864	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,182	0,633	0,451	-6,097	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,677	0,990	0,313	-5,909	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,477	0,910	0,433	-6,490	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,532	0,964	0,431	-7,109	0,000
Causes principales de la corruption	0,736	0,961	0,225	-4,409	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,856	0,971	0,116	-2,919	0,004
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/internationaux)	0,351	0,930	0,578	-8,473	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,702	0,952	0,250	-4,674	0,000
Signalement des cas de corruption	0,443	0,856	0,413	-6,033	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,413	0,785	0,372	-5,118	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,167	0,500	0,333	-4,805	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

Impact de la formation PROLAC-GFP sur les bénéficiaires selon le lieu de suivi de la formation (Ségou comme lieu de formation)

	Avant formation	Après formation	Différence	Test de différence significative (statistique du test)	Test de différence significative (p-value)
Catégories de la loi de finances	0,200	0,985	0,785	-8,564	0,000
Étapes du calendrier budgétaire	0,140	0,985	0,845	-9,051	0,000
Exécution de la dépense publique	0,146	0,985	0,839	-8,924	0,000
Types de contrôles financiers	0,220	0,985	0,766	-8,429	0,000
Consultation des documents budgétaires	0,186	0,873	0,687	-7,073	0,000
Utilisation des données budgétaires	0,190	0,746	0,556	-5,584	0,000
Identification d'un acte de corruption	0,587	1,000	0,413	-5,614	0,000
Connaissance des formes de corruption (CNUCC, code pénal)	0,238	0,986	0,747	-8,355	0,000
Lien entre gestion budgétaire et corruption	0,261	1,000	0,739	-8,322	0,000
Causes principales de la corruption	0,660	0,984	0,324	-4,584	0,000
Impacts de la corruption sur le développement	0,673	1,000	0,327	-4,699	0,000
Connaissance des mécanismes anticorruption (nationaux/ internationaux)	0,186	0,970	0,784	-8,493	0,000
Refus des cadeaux/favoritisme	0,435	1,000	0,565	-6,838	0,000
Signalement des cas de corruption	0,250	0,954	0,704	-7,666	0,000
Déclaration des conflits d'intérêt	0,308	0,859	0,552	-5,696	0,000
Participation au suivi citoyen et au contrôle budgétaire	0,178	0,750	0,572	-5,885	0,000

Source : Enquête auprès des participants de la formation PROLAC-GFP, 2025

5.

Analyse et implications

Interprétation générale des résultats

L'analyse de l'impact de l'approche intégrée de formation et de gouvernance participative pour le renforcement de la transparence budgétaire et de l'intégrité publique montre une amélioration spectaculaire des connaissances techniques, des attitudes et des pratiques. Trois dimensions clés se dégagent :

- Compétence cognitive : maîtrise des outils budgétaires et des mécanismes de contrôle.
- Normes subjectives : intolérance accrue à la corruption, refus de cadeaux, volonté de dénoncer.
- Comportements effectifs : application des acquis et participation citoyenne accrue.

Les gains de plus de 70 points sur des compétences clés valident l'hypothèse H1 et témoignent de l'efficacité pédagogique. Les attitudes de tolérance zéro atteignent 97 %, confirmant H2, tandis que la mise en pratique valide H3. La formation agit comme une socialisation secondaire, instaurant de nouvelles valeurs d'intégrité.

Les gains en connaissances sont logiques et attendus : tout module pédagogique bien conçu produit des apprentissages. L'aspect remarquable est que ces connaissances se traduisent en attitudes puis en pratiques, ce qui n'est pas systématique dans la littérature. Plusieurs facteurs expliquent ces résultats : une méthodologie interactive (ateliers, jeux de rôle), une pertinence contextuelle des modules, le renforcement de l'auto-efficacité (Bandura, 1977) et un effet réseau favorisant des dynamiques collectives.

Le cadre théorique éclaire ces effets : la théorie principal-agent (Klitgaard, 1988) montre que la formation réduit les asymétries d'information, tandis que le modèle des coûts de transaction illustre la diminution des obstacles à l'intégrité. Les théories de la corruption (Rose-Ackerman, 1999) expliquent la création d'une masse critique d'acteurs intègres, renforcée par l'émergence de clubs anti-corruption.

Ces résultats rejoignent ceux d'études en Ukraine (Deniso-va-Schmidt et al., 2016) et au Ghana (Kwarteng & Servoh, 2024), tout en soulignant l'originalité de PROLAC-GFP qui combine formation, plaidoyer et outils concrets. Cette approche intégrée, qualifiée de « big bang » (Mungiu-Pippidi, 2015), semble plus efficace que les programmes classiques, car elle agit à la fois sur les savoirs, les normes et les pratiques effectives.

Différences selon le genre, l'âge, le revenu et le lieu

L'analyse stratifiée des données révèle que, bien que tous les sous-groupes aient enregistré des progrès significatifs ($p < 0,001$), l'ampleur des gains varie selon les profils socio-économiques et contextuels des bénéficiaires. Les résultats montrent que certains participants, notamment ceux disposant d'une expérience professionnelle plus longue ou d'un accès initial limité aux connaissances budgétaires, tirent des bénéfices particulièrement élevés de la formation. Les écarts observés traduisent l'effet de rattrapage pour les groupes initialement défavorisés, qui parviennent à combler leurs lacunes et à renforcer leur confiance dans leur capacité à agir contre la corruption.

De plus, l'analyse met en évidence que certains contextes institutionnels et pédagogiques, comme des effectifs réduits, une assiduité renforcée ou l'implication active des autorités locales, favorisent une appropriation plus rapide et plus durable des acquis. Ces conditions contribuent à transformer les connaissances techniques en pratiques effectives, notamment dans le suivi citoyen et le signalement des irrégularités.

Dans l'ensemble, les résultats confirment que l'impact du programme dépasse les caractéristiques individuelles et sociales : la formation bénéficie à tous les profils de manière significative, tout en s'avérant particulièrement efficace pour les groupes vulnérables ou dans des environnements pédagogiques favorables. Cette universalité de l'effet constitue un atout majeur pour envisager la réplique du programme à plus large échelle.

6.

Recommandations

Pour le Gouvernement

- Intégrer un module « gestion des finances publiques et intégrité » dans les curricula des écoles d'administration et universités.
- Mettre en place des budgets citoyens obligatoires et accessibles en ligne.

Pour les bailleurs de fonds

- Financer l'extension du programme dans toutes les régions et auprès des élus locaux et parlementaires.
- Soutenir un suivi à long terme (évaluations à 6, 12 et 24 mois).

Pour la société civile

- Créer des clubs de suivi budgétaire et des plateformes numériques de signalement.
- Organiser des forums régionaux de partage d'expériences et de bonnes pratiques.

7.

Conclusion

L'étude évalue l'impact de l'approche PROLAC-GFP, un modèle intégré de formation et de gouvernance participative, sur les connaissances, attitudes et pratiques des étudiants, élèves-fonctionnaires et membres de la société civile au Mali. Fondée sur une enquête avant/après formation, cette évaluation met en évidence des transformations profondes et mesurables. Les résultats révèlent des progrès remarquables : plus de 70 % de bonnes réponses sur les connaissances techniques contre 17 à 33 % avant formation, une progression de 35 à 51 points de l'intolérance à la corruption et du refus des cadeaux, une participation au suivi citoyen portée de 17 % à 59 %, et une hausse significative du signalement des cas de corruption. Ces effets confirment les hypothèses de l'étude et valident la pertinence de l'approche PROLAC-GFP comme levier d'intégrité publique et d'efficacité budgétaire.

L'intérêt du modèle réside dans sa capacité à articuler apprentissage technique, éthique professionnelle et mobilisation citoyenne. En réduisant les asymétries d'information et les coûts de transaction de l'intégrité, cette approche fa-

vorise un changement systémique : elle modifie les normes sociales, renforce la transparence et instaure un climat de responsabilité partagée. PROLAC-GFP illustre ainsi la faisabilité d'une stratégie « big bang » combinant formation, plaidoyer et participation citoyenne pour transformer durablement la gouvernance financière.

Son potentiel de réplique est manifeste : le modèle peut être étendu à d'autres régions du Mali et adapté à des contextes similaires en Afrique de l'Ouest. Pour en garantir la durabilité, il convient toutefois de prolonger l'accompagnement post-formation, d'inclure les décideurs politiques et gestionnaires publics dans le dispositif, et de renforcer les clubs citoyens, réseaux anti-corruption et outils numériques de suivi budgétaire.

Dans ces conditions, l'approche PROLAC-GFP peut devenir un modèle de référence pour la bonne gouvernance financière, la transparence budgétaire et la promotion d'une culture durable d'intégrité publique au Mali et au-delà.

- 1 Bandura, A. (1977). *Social learning theory*. Prentice Hall.
- 2 Banque mondiale. (2023). *Renforcement des capacités anti-corruption : Stratégies pour les pays en développement*. Rapport technique.
- 3 Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101.
- 4 Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2017). *Designing and conducting mixed methods research*. Sage.
- 5 Denisova-Schmidt, E., Huber, M., & Prytula, Y. (2016). An experimental evaluation of an anti-corruption intervention among Ukrainian university students. *International Journal of Educational Development*, 50, 69-76. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2016.05.002>
- 6 Field, A. (2018). *Discovering statistics using IBM SPSS Statistics*. Sage.
- 7 Klitgaard, R. (1988). *Controlling corruption*. University of California Press.
- 8 Mungiu-Pippidi, A. (2015). *The quest for good governance*. Cambridge University Press.
- 9 Musgrave, R. A. (1959). *The theory of public finance*. McGraw-Hill.
- 10 Nederhof, A. J. (1985). Methods of coping with social desirability bias. *Quality and Quantity*, 19(3), 263–271.
- 11 Ployhart, R. E., & Vandenberg, R. J. (2010). Longitudinal research: The theory, design, and analysis of change. *Journal of Management*, 36(1), 94–120.
- 12 Rose-Ackerman, S. (1999). *Corruption and government: Causes, consequences, and reform*. Cambridge University Press.
- 13 Rothstein, B. (2011). *The quality of government: Corruption, social trust, and in equality in international perspective*. University of Chicago Press.
- 14 Rothstein, B., & Teorell, J. (2008). What is quality of government? A theory of impartial government institutions. *Governance*, 21(2), 165-190. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0491.2008.00391.x>

Page de garde : PROLAC-GFP/Août 2024

À propos de l'auteur

Dr Lassana Touré est consultant et enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG) de l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) au Mali.

PROLAC-GFP : contribuer à la formation de l'intégrité publique au Mali

- La formation PROLAC-GFP démontre qu'une approche intégrée et participative peut transformer significativement, en quelques mois, les connaissances, attitudes et pratiques.
- Les jeunes et les publics à faible revenu se révèlent particulièrement réceptifs et enregistrent des gains notables.
- La réplique nationale et régionale du programme est possible, à condition d'un appui institutionnel et financier durable.
- Pour pérenniser les acquis, il est indispensable de prolonger l'accompagnement post-formation et d'inclure davantage d'acteurs stratégiques.
- PROLAC-GFP illustre que la lutte contre la corruption peut être abordée comme un processus d'apprentissage collectif transformant les normes sociales.

Vous trouverez plus d'informations sur ce sujet sur : ➔ [fes.de](https://www.fes.de)